Photo : Momed.salhi, CC BY-SA 4.0



AYDI BUSINESS GROUP

ÉTUDE SECTORIELLE · MAROC · ÉDITION NOVEMBRE 2026

Éducation et formation au Maroc

École, formation professionnelle, université, formation continue et emploi des jeunes : les données officielles vérifiées et ce qu'elles changent pour les PME.

Chiffres officiels vérifiés · 22 sources citées · préparée pour les dirigeants de PME

aydi.ma +212 6 48 55 08 05 contact@aydi.ma

Demander une consultation →

SOMMAIRE

Ce que contient cette étude

1 Un système de 8,27 millions d'élèves et un budget en forte hausse

2 Qualité des apprentissages : PISA, TIMSS et PIRLS restent au bas des classements

3 La feuille de route 2022-2026 et les écoles pionnières

4 Formation professionnelle et formation continue : l'OFPPT au centre du dispositif

5 Université, chômage des jeunes et NEET : le défi de l'insertion

6 Opportunités pour les PME

7 Vigilance et accompagnement

Contact, QR codes et sources



Photo : Octagon, CC BY 3.0

À qui s'adresse cette étude : dirigeants de PME qui recrutent et forment des jeunes, organismes de formation, éditeurs et prestataires de services (numérique, équipement, restauration, transport) qui travaillent avec le système éducatif.

CHIFFRES CLÉS

8,27 M
Élèves scolarisés à la rentrée 2025-2026, dont 7,4 millions dans le public
Ministère de l'Éducation nationale, via MAP (septembre 2025)

99,2 Md DH
Budget du ministère de l'Éducation nationale dans le PLF 2026 (+13,1 % sur un an)
PLF 2026, via Médias24

6 753
Écoles pionnières à la rentrée 2026-2027, soit 80 % des écoles primaires publiques
PLF 2027, via Le Matin

+0,6 écart-type
Gain d'apprentissage moyen après un an en école pionnière (résultats préliminaires)
MEL (UM6P) et J-PAL, septembre 2026

355 points
Score du Maroc en mathématiques à PISA 2025, contre 463 en moyenne OCDE
OCDE, PISA 2025, via Hespress

424 000
Places pédagogiques de l'OFPPT à la rentrée 2026-2027, dans 513 établissements
OFPPT, communiqué de rentrée 2026-2027

1,31 M
Étudiants dans l'enseignement supérieur en 2025-2026 (+4,8 %), dont 87 % à l'université publique
Ministre de l'Enseignement supérieur, novembre 2025

37,2 %
Taux de chômage des 15-24 ans en 2025 (48 % en ville), pour 13 % au niveau national
HCP, Activité, emploi et chômage 2025

23,2 %
Part des 15-24 ans ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) en 2025
HCP, Activité, emploi et chômage 2025

aydi.ma +212 6 48 55 08 05 contact@aydi.ma

SYNTHÈSE

L'essentiel en une page

- L'éducation au Maroc mobilise 8,27 millions d'élèves à la rentrée 2025-2026 et un budget de l'Éducation nationale de 99,2 milliards de dirhams dans le PLF 2026, en hausse de 13,1 % sur un an.
- La qualité des apprentissages reste le point faible : à PISA 2025, le Maroc obtient 355 points en mathématiques et 321 en compréhension de l'écrit, en recul par rapport à 2022 (OCDE).
- La réforme mise sur les écoles pionnières : 6 753 écoles primaires à la rentrée 2026-2027, avec un gain d'apprentissage moyen de 0,6 écart-type après un an selon une évaluation préliminaire.
- Pour les entreprises, l'enjeu est l'emploi des jeunes : 37,2 % de chômage chez les 15-24 ans et 23,2 % de NEET en 2025 (HCP), alors que la formation continue des salariés reste peu utilisée selon le CESE.

1 sur 4

jeune de 15 à 24 ans n'est ni en emploi, ni en études, ni en formation. Le HCP mesure 23,2 % de NEET chez les 15-24 ans en 2025, et l'étude de 2023 en comptait 1,5 million en 2022. C'est un vivier de recrutement pour les PME, à condition d'investir dans l'intégration et la formation.

Ce qui progresse

- L'effort budgétaire s'accélère : 73,9 milliards de dirhams pour l'Éducation nationale en 2024, 99,2 milliards dans le PLF 2026 et 106,9 milliards dans le PLF 2027.
- Les écoles pionnières passent de 626 écoles pilotes en 2023-2024 à 6 753 en 2026-2027, avec des gains d'apprentissage mesurés (MEL et J-PAL).
- Le préscolaire progresse : 82,3 % de généralisation en 2025-2026, avec un objectif de 90 % en 2026-2027 (PLF 2027).
- L'offre de formation professionnelle se modernise : 12 Cités des métiers et des compétences opérationnelles et 193 filières nouvelles ou actualisées à l'OFPPT en 2026-2027.

Ce qui reste fragile

- Les résultats internationaux reculent : PISA 2025 donne 355 points en mathématiques (365 en 2022) et 321 en lecture (339 en 2022).
- Le décrochage reste massif : environ 160 000 collégiens quittent l'école chaque année selon le ministre de l'Éducation nationale (septembre 2025).
- Le chômage des jeunes ne baisse pas : 37,2 % chez les 15-24 ans en 2025, contre 36,7 % en 2024 (HCP).
- La formation continue profite peu aux PME : 1 647 entreprises bénéficiaires des CSF en 2022, environ 0,5 % des cotisants (CESE).



Photo : elchicogris, CC BY-SA 2.0



01

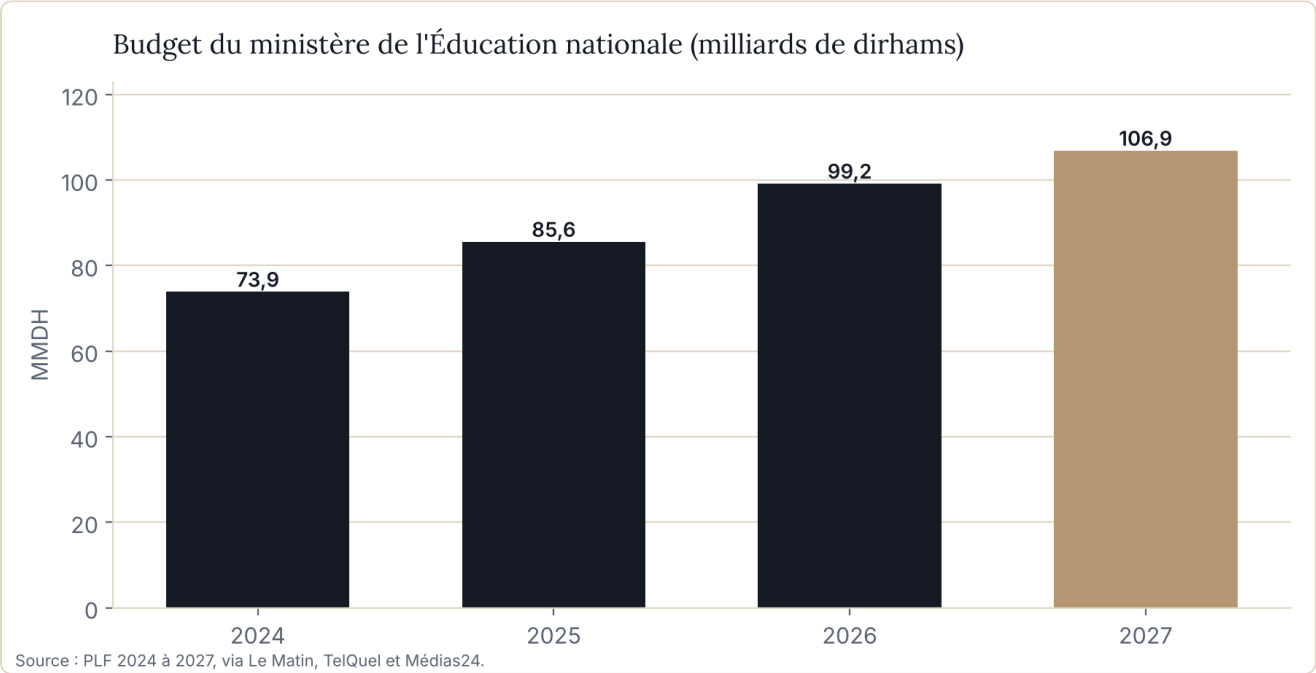
Un système de 8,27 millions d'élèves et un budget en forte hausse

À la rentrée 2025-2026, le ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports annonçait **près de 8,27 millions d'élèves**, dont **7,4 millions dans l'enseignement public**. Le réseau public compte plus de 12 441 établissements, dont 6 886 en milieu rural, et **plus de 299 000 enseignants** (MAP, septembre 2025).

- **Préscolaire** : environ 985 000 enfants (+4,5 %), dont 663 000 dans le public. Le taux de généralisation atteint 82,3 % en 2025-2026 selon le PLF 2027.
- **Nouvelles capacités** : 169 établissements ouverts à la rentrée 2025, dont 72 en milieu rural, 2 461 classes d'extension et 15 internats ruraux.
- **Deuxième chance** : 23 000 apprenants dans 255 centres d'école de la deuxième chance (PLF 2027).

Un budget en hausse d'un tiers entre 2024 et 2026

Le budget du ministère est passé de 73,9 milliards de dirhams en 2024 à 85,6 milliards en 2025, soit **environ 5 % du PIB** de 1 720 milliards de dirhams (HCP). Le PLF 2026 le porte à **99,2 milliards** (+13,1 %), dont 52,3 milliards de personnel, 38,7 milliards de matériel et dépenses diverses, et 8,2 milliards d'investissement. La hausse finance surtout la revalorisation de 1 500 dirhams nets par mois accordée aux enseignants et 16 000 postes pour les académies régionales.



Montants des projets de loi de finances ; le PLF 2027 réévalue 2026 à 102,2 MMDH. Source : PLF 2024 à 2027, via Le Matin, TelQuel et Médias24.

Le PLF 2027, présenté en octobre 2026, prévoit **106,9 milliards de dirhams**, contre 102,2 milliards en 2026 selon le même document. L'écart avec les 99,2 milliards du PLF 2026 tient probablement à des ajustements en cours d'année ; il n'est pas expliqué dans les sources consultées.

À retenir : le HCP ne publie pas de valeur ajoutée propre à l'éducation. La branche « éducation, santé humaine et action sociale » pèse 121,1 milliards de dirhams en 2025, soit 7 % du PIB. Tout chiffre de « part de l'éducation dans le PIB » doit préciser ce qu'il mesure.



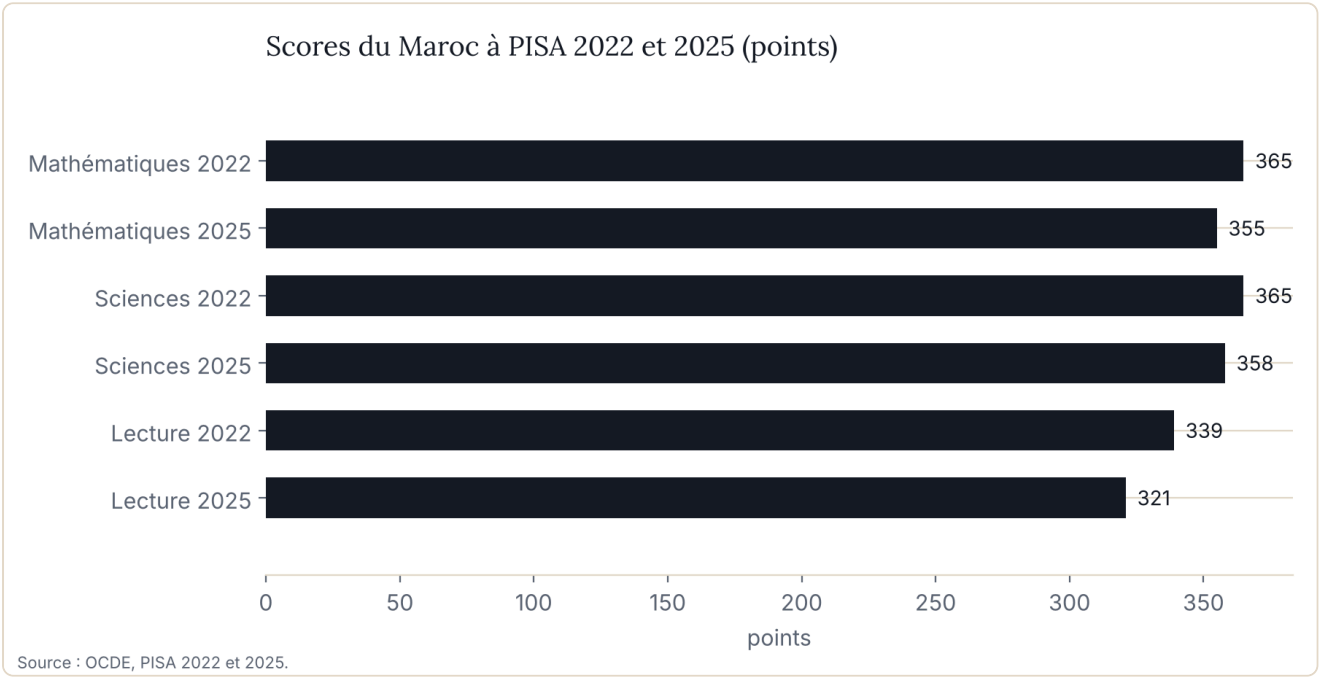
02

Qualité des apprentissages : PISA, TIMSS et PIRLS restent au bas des classements

Les enquêtes internationales mesurent ce que savent réellement les élèves. Toutes placent le Maroc parmi les derniers pays participants.

PISA 2025 : un recul par rapport à 2022

Selon les résultats de l'OCDE publiés en septembre 2026, les élèves marocains de 15 ans obtiennent **355 points en mathématiques** (82e sur 86), **358 en sciences** (82e sur 90) et **321 en compréhension de l'écrit** (86e sur 89). Les moyennes de l'OCDE sont respectivement de 463, 482 et 461 points. En 2022, le Maroc obtenait 365, 365 et 339 points ; 82 % des élèves étaient alors sous le niveau 2 en mathématiques.



Moyennes OCDE 2025 : 463 en mathématiques, 482 en sciences, 461 en lecture. Source : OCDE, PISA 2022 et 2025.

Le ministère souligne qu'aucun élève de l'échantillon n'a bénéficié des écoles pionnières : l'effet de la réforme ne sera visible que dans les prochaines éditions.

TIMSS 2023 et PIRLS 2021

- **TIMSS 2023, 4e année du primaire** : 393 points en mathématiques (+9 par rapport à 2019) et 390 en sciences (+15).
- **TIMSS 2023, 2e année du collège** : 378 points en mathématiques (−10) et 327 en sciences (−68).
- **PIRLS 2021 (lecture, 4e année)** : 372 points, 56e sur 57 participants, avec 59 % des élèves sous le niveau minimum de maîtrise. Le score progresse toutefois de 15 points par rapport à 2016.

Ces enquêtes sont centrées sur 500 points. Le constat est donc net : au primaire, de légers progrès ; au collège et à 15 ans, des acquis très insuffisants.

> **Pour un employeur :** ces résultats se retrouvent au recrutement. Il faut prévoir de tester les bases (calcul, lecture, rédaction) et de former en interne, même pour des postes accessibles avec un diplôme.



03 La feuille de route 2022-2026 et les écoles pionnières

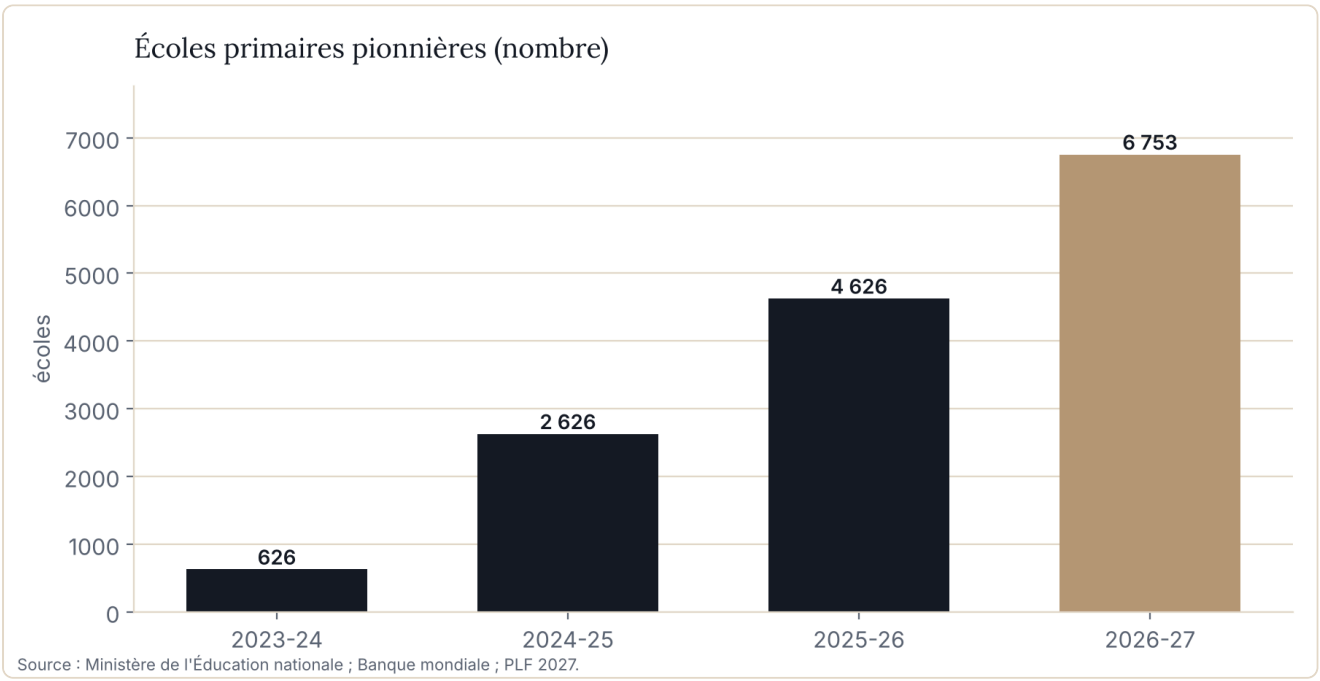
Présentée en novembre 2022, la **feuille de route 2022-2026 « pour une école publique de qualité »** s'articule autour de l'élève, de l'enseignant et de l'établissement, avec 12 engagements. Ses trois objectifs chiffrés sont :

- doubler le taux d'élèves du primaire qui maîtrisent les fondamentaux ;
- doubler le taux d'élèves qui bénéficient d'activités parascolaires ;
- réduire d'un tiers la déperdition scolaire.

Elle vise aussi plus de 90 % d'enfants au préscolaire, une remédiation pour au moins un million d'élèves et le recrutement de 18 000 enseignants par an.

Les écoles pionnières, levier principal

Le modèle combine soutien ciblé selon le niveau réel de l'élève (méthode TaRL), enseignement explicite et encadrement rapproché des enseignants. Il a démarré en 2023-2024 dans 626 écoles et 320 000 élèves. En 2025-2026, il couvre **4 626 écoles primaires**, plus de 2 millions d'élèves et 75 000 enseignants, ainsi que 786 collèges pionniers. À la rentrée 2026-2027, le PLF 2027 annonce **6 753 écoles (80 % du primaire public) et 1 358 collèges** (56 %).



6 753 écoles en 2026-2027, soit 80 % des écoles primaires publiques. Source : Ministère de l'Éducation nationale ; Banque mondiale ; PLF 2027.

03 · RÉFORME (SUITE)

Les résultats préliminaires de l'évaluation d'impact du Laboratoire d'innovation et d'évaluation au Maroc (MEL, UM6P), publiés avec J-PAL en septembre 2026, montrent un **gain moyen de 0,6 écart-type après un an** : 0,76 en français, 0,63 en mathématiques et 0,38 en arabe, sur environ 36 000 élèves de 483 écoles. Ces chiffres restent provisoires.

Le programme est soutenu par le Programme d'appui à l'éducation de la Banque mondiale, doté de 750 millions de dollars.

> **À noter :** la feuille de route arrive à échéance en 2026. Le ministère vise la généralisation au primaire et 75 % des collèges à la rentrée 2027-2028 ; le cadre qui lui succédera n'est pas encore publié.


Photo : Jerzy Strzelecki, CC BY 3.0

04

Formation professionnelle et formation continue : l'OFPPT au centre du dispositif

OFPPT : 424 000 places et 12 Cités des métiers

Pour la rentrée 2026-2027, l'OFPPT annonce **424 000 places pédagogiques** dans 513 établissements, dont 146 637 places de première année en formation diplômante et 121 402 en formation qualifiante. L'offre compte 658 filières dans 19 secteurs, dont 193 nouvelles ou actualisées. La rentrée précédente comptait plus de 418 000 places.

Les **Cités des métiers et des compétences (CMC)**, une par région, sont le projet phare de la feuille de route de la formation professionnelle présentée en avril 2019. Avec l'ouverture de celles de Fès, Guelmim et Errachidia, **12 CMC sont opérationnelles** en 2026-2027. Elles regroupent des pôles métiers et des internats. Celle de Nouaceur (Casablanca-Settat) offre par exemple 5 213 places et 111 filières.

L'apprentissage se développe : 31 000 apprentis sont prévus dans le programme TADAROJ en 2026-2027.

Formation continue des salariés : un système « à bout de souffle »

Les entreprises financent la formation professionnelle par la taxe de formation professionnelle (TFP), collectée par la CNSS et affectée à l'OFPPT. Les **contrats spéciaux de formation (CSF)** remboursent une partie des formations des salariés. Dans un avis adopté en mars 2026, le **CESE** dresse un constat sévère :

- environ 2,7 milliards de dirhams de TFP collectés par an sur 2012-2022, dont moins d'un tiers réservé à la formation continue ;
- **1 647 entreprises bénéficiaires** des CSF en 2022, soit environ 0,5 % des 315 000 entreprises cotisantes ;
- au mieux neuf mois entre le dépôt d'un dossier et le remboursement ;
- 9 % des entreprises proposent des formations formelles, selon la Banque mondiale.

Le CESE recommande une instance de gouvernance indépendante de l'OFPPT, un fonds garantissant 30 % de la TFP à la formation continue et une prise en charge intégrale des formations pour les TPE.

CSF

Remboursement partiel des formations des salariés, via l'OFPPT. Dossier à préparer en amont.

Apprentissage

31 000 apprentis prévus dans le programme TADAROJ en 2026-2027.

Formation-insertion

Projet de loi 51.25 : ouverture aux non-diplômés, indemnité plafonnée à 6 000 DH.



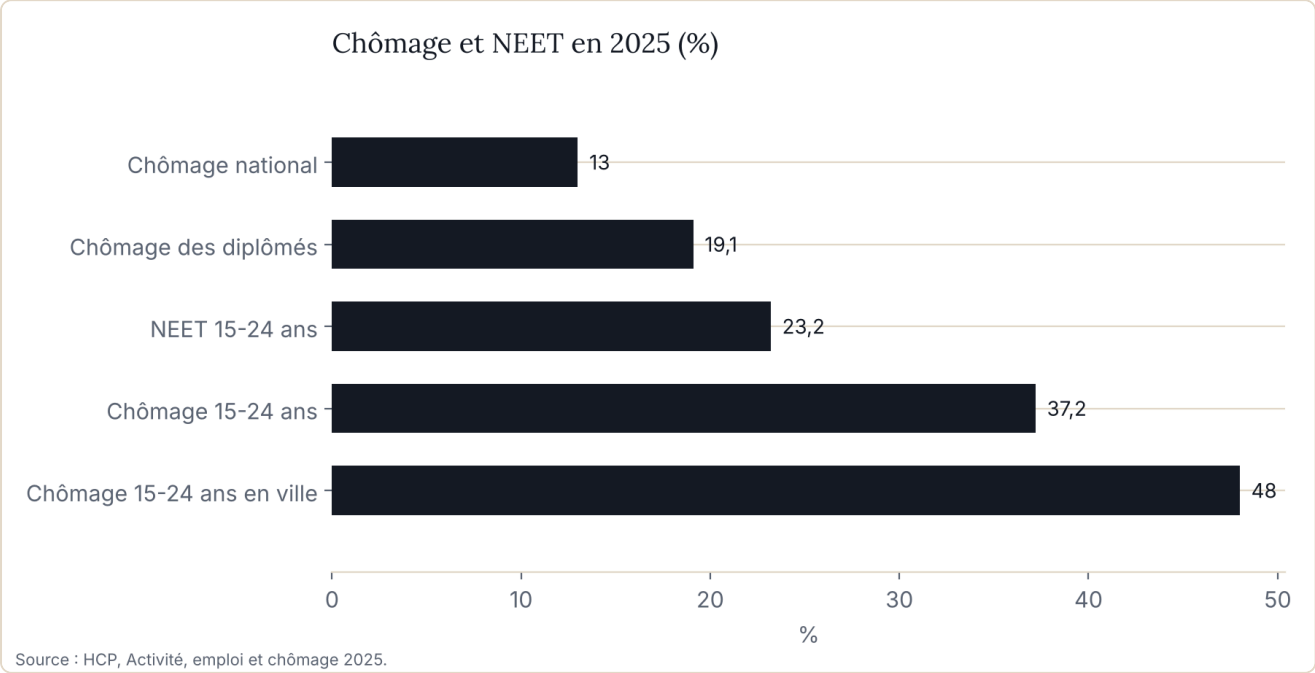
05 Université, chômage des jeunes et NEET : le défi de l'insertion

Plus de 1,3 million d'étudiants

Selon le ministre de l'Enseignement supérieur, l'enseignement supérieur accueille **plus de 1 310 000 étudiants en 2025-2026** (+4,8 %), dont 338 500 nouveaux inscrits. **87 % des effectifs** relèvent des universités publiques, encadrés par 18 726 enseignants-chercheurs et 8 058 personnels administratifs et techniques.

Un chômage des jeunes qui ne recule pas

D'après l'enquête emploi du HCP, le taux de chômage national est de **13 % en 2025** (13,3 % en 2024), pour 1 621 000 chômeurs. Mais il atteint **37,2 % chez les 15-24 ans** (36,7 % en 2024) et **48 % chez les 15-24 ans en ville**. Les diplômés connaissent un taux de 19,1 %.



Chômage au sens du BIT ; NEET : ni en emploi, ni en études, ni en formation. Source : HCP, Activité, emploi et chômage 2025.

Les NEET : un jeune sur quatre

Le HCP mesure **23,2 % de NEET chez les 15-24 ans en 2025** (20,1 % en ville, 27,9 % à la campagne). Son étude publiée en 2023 en dénombrait **1,5 million en 2022** (25,2 % de la tranche d'âge), dont 72,8 % de jeunes femmes, et 72,4 % étaient inactifs plutôt que chômeurs. Le CESE a consacré un avis à cette question.

Pour répondre, le gouvernement élargit les contrats de formation-insertion (programme Idmaj). Le **projet de loi 51.25**, adopté en Conseil de gouvernement en janvier 2026, ouvre le dispositif aux non-diplômés. L'indemnité est plafonnée à 6 000 dirhams et exonérée de charges. La durée passe à douze mois, et l'employeur doit recruter au moins 60 % des stagiaires en CDI. Le texte était encore en examen au Parlement en 2026 ; sa date d'entrée en vigueur est à vérifier.

> **À retenir :** l'écart entre 13 % de chômage global et 37,2 % chez les 15-24 ans montre que la difficulté porte sur le premier emploi. Les entreprises qui savent intégrer des débutants accèdent à un large vivier.

REPÈRES

Calendrier de la réforme de l'éducation et de la formation 2022-2028

NOV. 2022
Présentation de la feuille de route 2022-2026 pour une école publique de qualité (12 engagements).

2023-2024
Lancement des écoles pionnières dans 626 écoles primaires ; premières CMC ouvertes en 2022-2023.

2025-2026
4 626 écoles pionnières et 786 collèges pionniers ; budget de 99,2 Md DH dans le PLF 2026.

MARS 2026
Avis du CESE sur la formation continue : 17 recommandations pour réformer la TFP et les CSF.

SEPT. 2026
6 753 écoles pionnières (80 % du primaire public), 12 CMC opérationnelles ; résultats de PISA 2025.

2027-2028
Objectif de généralisation des écoles pionnières au primaire et de 75 % des collèges ; préscolaire généralisé en 2028.

Programme	Montant ou cible annoncés	Horizon
Budget du ministère de l'Éducation nationale	99,2 Md DH (PLF 2026) ; 106,9 Md DH (PLF 2027)	2026-2027
Préscolaire	3,4 Md DH en 2027 ; 82,3 % puis 90 % de généralisation	2026-2028
Écoles pionnières (primaire)	6 753 écoles, 80 % du primaire public	2026-2027
Collèges pionniers	1 358 collèges (56 %), objectif 75 %	2027-2028
Cités des métiers et des compétences	12 cités, une par région	2026-2027
Programme d'appui à l'éducation (Banque mondiale)	750 M USD	depuis 2019
Contrats de formation-insertion (projet de loi 51.25)	Indemnité plafonnée à 6 000 DH, 60 % de recrutement en CDI	2026



Photo : elchicogris, CC BY-SA 2.0

06

Opportunités : où se positionner quand on est une PME ?

La réforme mobilise des budgets importants et le marché du travail manque de profils opérationnels. Les PME peuvent en tirer parti comme employeurs, comme prestataires et comme organismes de formation.

Recruter et former des jeunes

Avec 37,2 % de chômage chez les 15-24 ans, le vivier est large. Une PME qui structure son intégration (tests de base, tutorat, parcours de 90 jours) et mobilise l'apprentissage ou les contrats de formation-insertion peut recruter des profils motivés à coût maîtrisé. Le cadre légal en cours de révision est à suivre.

Utiliser la formation continue

Peu de PME récupèrent leur taxe de formation professionnelle : 1 647 entreprises seulement ont bénéficié des CSF en 2022. Planifier un plan de formation annuel, monter les dossiers à temps et choisir des organismes reconnus permet de former ses équipes sur des fonds déjà payés.

Servir les établissements

Écoles pionnières, internats, préscolaire, CMC : le budget de fonctionnement du ministère augmente fortement. Équipement des classes, maintenance, restauration, transport scolaire, ressources pédagogiques et services numériques sont achetés par marchés publics, souvent par les académies régionales.

Proposer des formations ciblées

Les entreprises ont besoin de compétences de base, de savoir-être et de métiers techniques. Les organismes capables de proposer des modules courts, certifiants et adaptés aux PME (numérique, sécurité, management de proximité, langues) répondent à une demande que le système public ne couvre pas entièrement.

Par où commencer ? Commencez par faire le point sur vos besoins en compétences pour les douze prochains mois. Comparez-les ensuite à votre taxe de formation professionnelle déjà payée et aux dispositifs disponibles (CSF, apprentissage, formation-insertion), puis bâtissez un plan de formation simple.

Check-list : êtes-vous prêt ?

- Lister les postes difficiles à pourvoir et les compétences qui manquent.
- Calculer le montant de taxe de formation professionnelle versé chaque année.
- Préparer un plan de formation annuel avant de déposer un dossier CSF.
- Mettre en place un test de compétences de base au recrutement.
- Organiser un parcours d'intégration avec un tuteur pour chaque jeune recruté.
- Se rapprocher de la CMC ou de l'établissement OFPPT de sa région.

07 · VIGILANCE ET ACCOMPAGNEMENT

Les risques à intégrer dans votre stratégie

⚠ Le niveau de base des jeunes recrutés impose souvent une formation interne longue avant qu'ils soient productifs.

⚠ Les délais de remboursement des CSF, de neuf mois au mieux selon le CESE, pèsent sur la trésorerie des PME qui avancent les frais.

⚠ Le cadre de la formation continue et des contrats de formation-insertion est en cours de réforme, ce qui crée de l'incertitude sur les règles.

⚠ Les marchés publics de l'éducation imposent des délais de paiement et des exigences administratives qui peuvent fragiliser une petite structure.

Comment AYDI Business Group vous accompagne

Nous accompagnons les dirigeants de PME et d'organismes de formation :

- un diagnostic de vos besoins en compétences et de votre organisation ;
- la construction d'un plan de formation et d'intégration adapté à vos équipes ;
- des formations en management, gestion et pilotage pour vos cadres ;
- la mise en place de tableaux de bord pour suivre l'effet de la formation sur la performance.

Diagnostic PME · Formations AYDI · Pilotage et automatisation des processus


Photo : Momed.salhi, CC BY-SA 4.0

1 **premier échange pour faire le point sur votre situation.** Décrivez votre projet sur aydi.ma/contact-2 ou appelez le +212 6 48 55 08 05.

PASSER À L'ACTION

Transformez ces données en plan d'action pour votre entreprise

AYDI Business Group accompagne les PME marocaines dans leur stratégie, leur organisation et leur développement. Scannez un QR code ou cliquez sur un lien : nous revenons vers vous pour fixer une consultation.

Demander une consultation
aydi.ma/contact-2

Nous écrire sur WhatsApp
+212 6 48 55 08 05

Lire l'étude en ligne
aydi.ma/education-et-formation-au-maroc/

Demander une consultation | **WhatsApp**

Téléphone
+212 6 48 55 08 05

E-mail
contact@aydi.ma

Site web
aydi.ma · services.aydi.ma · formation.aydi.ma

Adresse
Résidence Benomar, Porte D, 3e étage, Appt 6,
Rue du Marché, Maarif, Casablanca

AYDI BUSINESS GROUP

SOURCES ET MÉTHODE

Sources

1. MAP via maroc.ma, rentrée scolaire 2025-2026 : environ 8,27 millions d'élèves (septembre 2025)
2. Budget de l'éducation 2026 : la hausse provient du fonctionnement (Médias24, octobre 2025)
3. PLF 2027 : 106,9 milliards de DH pour l'Éducation nationale (Le Matin, octobre 2026)
4. Le budget de l'Éducation nationale a augmenté à 85,61 milliards de dirhams (TelQuel, novembre 2024)
5. PLF 2024 : le budget de l'Éducation nationale en hausse de 7 % (Le Matin)
6. HCP, Comptes nationaux provisoires 2025 (base 2014)
7. HCP, Activité, emploi et chômage : résultats annuels 2025
8. Ministère de l'Éducation nationale, Feuille de route 2022-2026 (IIPE-UNESCO, Planipolis)
9. Écoles pionnières, l'arme de Berrada contre le décrochage (Hespress, septembre 2025)
10. Banque mondiale, Les écoles pionnières du Maroc (mai 2026)
11. MEL (UM6P) et J-PAL, évaluation d'impact préliminaire des écoles pionnières 2023-2026
12. OCDE, PISA 2025 : réaction du ministère et scores du Maroc (Hespress, septembre 2026)
13. OCDE, PISA 2022 : le niveau des élèves marocains (Médias24, décembre 2023)
14. IEA, TIMSS 2023 : les élèves marocains parmi les derniers (Hespress, décembre 2024)
15. IEA, PIRLS 2021 : résultats des élèves marocains (Infomédiaire, mai 2023)
16. OFPPT, communiqué de rentrée de formation 2026-2027
17. OFPPT : 424 000 places pédagogiques pour la rentrée 2026-2027 (Le Matin, septembre 2026)
18. Formation professionnelle : 12 Cités des métiers et des compétences (Hespress, août 2025)
19. CESE, avis sur la formation continue (Le Matin, juin 2026)
20. 1,31 million d'étudiants : le Maroc accélère (EcoActu, novembre 2025)
21. NEET : chiffres du HCP repris par le CESE (TelQuel, août 2026)
22. Projet de loi 51.25 sur les contrats de formation-insertion (Hespress, janvier 2026)

Méthode : chiffres relevés le 31 octobre 2026 sur les publications officielles (HCP, ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Enseignement supérieur, OFPPT, CESE, Banque mondiale, OCDE, IEA, projets de loi de finances 2026 et 2027). Lorsque le document officiel n'était pas accessible directement, le chiffre provient de la presse économique qui cite nommément l'institution. Les résultats d'évaluation encore provisoires sont signalés comme tels. La part du budget dans le PIB est calculée à partir des comptes du HCP. L'enseignement scolaire privé est traité dans notre étude « Écoles privées ». Cette étude est fournie à titre informatif et ne constitue pas un conseil en investissement.

Crédits photos

Porte de la bibliothèque Al Quaraouiyine, place Seffarine, Fès : Robert Prazeres, licence CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons

Médersa Bou Inania : R Prazeres, licence CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons

Cour de l'université Al Quaraouiyine, Fès : Momed.salhi, licence CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons

Écoliers à Imlil, Haut Atlas : Ekaterina Kvelidze, licence CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons

Campus de l'université Al Akhawayn, Ifrane : Elmbarik, licence CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons

Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc, Rabat : Octagon, licence CC BY 3.0, Wikimedia Commons

Potier au travail à Safi : Jerzy Strzelecki, licence CC BY 3.0, Wikimedia Commons

Casablanca, premier bassin d'emploi du pays : elchicogris, licence CC BY-SA 2.0, Wikimedia Commons

Photos sous licences Creative Commons ou domaine public. Graphiques et mise en page : AYDI Business Group. Reproduction autorisée avec mention « AYDI Business Group, aydi.ma ».